Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

5 | 2021

Réparations et esclavages

Les universités états-uniennes et les réparations liées à l'esclavage : le cas de Georgetown University

Entretien avec Adam Rothman

U.S. Universities, Slavery, and Reparations: The Case of Georgetown University.

An Interview with Adam Rothman

Las universidades estadounidenses y las reparaciones vinculadas con la

esclavitud: el caso de Georgetown University: Entrevista con Adam Rothman

As universidades dos Estados Unidos e as reparações ligadas à escravidão : o caso da Georgetown University. Entrevista com Adam Rothman

Claire Parfait, Marie-Jeanne Rossignol, Michaël Roy et Adam Rothman

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/slaveries/4868>

DOI : 10.4000/slaveries.4868

ISSN : 2540-6647

Éditeur

CIRESC

Référence électronique

Claire Parfait, Marie-Jeanne Rossignol, Michaël Roy et Adam Rothman, « Les universités états-uniennes et les réparations liées à l'esclavage : le cas de Georgetown University », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 5 | 2021, mis en ligne le 25 novembre 2021, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/slaveries/4868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slaveries.4868>

Ce document a été généré automatiquement le 5 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Les universités états-uniennes et les réparations liées à l'esclavage : le cas de Georgetown University

Entretien avec Adam Rothman

U.S. Universities, Slavery, and Reparations: The Case of Georgetown University.

An Interview with Adam Rothman

Las universidades estadounidenses y las reparaciones vinculadas con la

esclavitud: el caso de Georgetown University: Entrevista con Adam Rothman

As universidades dos Estados Unidos e as reparações ligadas à escravidão : o caso da Georgetown University. Entrevista com Adam Rothman

Claire Parfait, Marie-Jeanne Rossignol, Michaël Roy et Adam Rothman

- 1 Aux États-Unis, la question des réparations pour l'esclavage est d'une actualité toujours plus brûlante, tant dans le débat public qu'à l'université. Le principe d'une compensation financière des descendantes et descendants d'esclaves a gagné en légitimité au sein de la communauté militante, scientifique, mais également politique, sans toutefois aboutir à des résultats concrets au niveau national¹. En 2008, la Chambre des représentants au Congrès américain a émis des excuses officielles pour l'esclavage et la ségrégation qui s'ensuivit (le système « Jim Crow » qui, inscrit dans la loi des États du Sud, ségréguait tous les lieux publics sur la base de l'appartenance raciale). La résolution de la Chambre n'a pas été suivie d'effet, dans la mesure où le Sénat ne l'a pas votée ; en 2009, le Sénat américain a voté sa propre résolution qui, à la différence de celle de la Chambre, ne s'engageait pas à corriger les problèmes dus à l'esclavage et à la ségrégation². Les excuses officielles n'entraînent donc pas automatiquement une compensation matérielle³. En 2014, alors qu'émergeait le mouvement Black Lives Matter, l'intellectuel Ta-Nehisi Coates mit la question au centre des débats avec « The Case for Reparations », un texte au retentissement considérable dans lequel Coates explique comment des siècles d'esclavage et de ségrégation aux États-Unis ont empêché les Noirs d'accumuler capital et fortune (Coates 2014).

- 2 L'opinion publique reste cependant divisée sur le sujet. Selon un récent sondage, seul un dixième de la population blanche est en faveur d'une compensation des descendants d'esclaves par le gouvernement fédéral, contre la moitié de la population africaine-américaine⁴. Un tiers des démocrates se disent prêts à soutenir une telle mesure, tandis qu'une large majorité des républicains y sont opposés (Johnson 2020). Pour le moment, la seule forme de réparation est de l'ordre du mémoriel et du symbolique, comme en témoigne par exemple l'ouverture du National Museum of African American History and Culture dans la capitale états-unienne en 2016. Il y a cependant des signes de changement. En 2019, les candidats à la primaire démocrate pour l'élection présidentielle prenaient position sur la question : Kamala Harris et Elizabeth Warren, parmi d'autres, se déclarèrent favorables à la création d'une commission ayant pour rôle d'évaluer l'impact de l'esclavage et de faire des recommandations sur un possible programme de réparations (Lockhart 2019). Ce projet de commission a franchi une étape supplémentaire en avril 2021, lorsque la commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants a adopté un projet de loi en ce sens⁵. S'il n'est pas certain que le Sénat vote en faveur du projet, il s'agit là néanmoins d'un pas considérable vers une possible indemnisation des descendants d'esclaves aux États-Unis⁶.
- 3 C'est dans ce contexte d'intérêt grandissant pour la question des réparations et celle, connexe, de la mémoire de l'esclavage, qu'il faut replacer l'initiative de l'université de Georgetown. Cet établissement jésuite, situé à Washington, D.C., a lancé en 2015 un groupe de travail sur les liens que l'université a entretenus avec l'esclavage dans le passé et les formes de réparations possibles. D'autres établissements d'enseignement supérieur avaient auparavant entamé des démarches du même type. C'est le cas de l'université de Brown, à Providence dans le Rhode Island, ou du College of William and Mary en Virginie. Ce sont en général les établissements de l'Ivy League, les institutions d'enseignement supérieur les plus anciennes et les plus réputées, qui mènent ce mouvement.
- 4 Pourquoi les universités états-uniennes s'engagent-elles sur la voie des réparations ? Dans les pays anglophones, et aux États-Unis en particulier, les grandes universités sont d'autant plus respectées qu'elles forment l'élite de la nation. En s'exprimant et en s'engageant sur le sujet, ces établissements savent que leurs avis seront écoutés et auront un impact sur la société. Mais ils ne l'abordent pas tous de la même façon. L'université de Brown, qui reçut au XVIII^e siècle d'importantes donations de la famille Brown, propriétaires et marchands d'esclaves, a produit un volumineux rapport en 2006 qui inscrit la question des réparations aux États-Unis dans le cadre mondial des débats sur la justice réparatrice sous ses différentes formes (par exemple, les commissions de vérité et de réconciliation qui furent mises en place en Afrique du Sud)⁷. Brown s'est engagée à financer à hauteur de dix millions de dollars un partenariat éducatif avec les écoles publiques de la ville de Providence. L'université a été l'une des premières à explorer son passé esclavagiste, poussée en cela par l'action d'étudiants militants et encouragée par la première présidente africaine-américaine de l'institution, Ruth Simmons. En revanche, Brown n'a pas émis d'excuses formelles. La première université à le faire a été l'université d'Alabama, en 2004, suivie par Emory en 2011, Georgetown en 2017 et William and Mary en 2019, entre autres.
- 5 Que les recherches aient été lancées à l'initiative d'étudiants (comme cela a aussi été le cas à Yale, Princeton et Harvard) ou non, la première étape est toujours l'établissement des liens de l'institution avec l'esclavage. La suite est plus variée. Si toutes les

universités ne formulent pas nécessairement d'excuses officielles, la plupart proposent des mesures de réparations symboliques : on renomme des bâtiments lorsqu'ils sont baptisés d'après les marchands d'esclaves ou les riches planteurs qui ont permis aux institutions de prospérer, on installe des plaques commémoratives sur le campus, etc. La plupart des institutions mettent également en place un programme axé sur l'esclavage, et diversement composé de colloques, créations de chaires dédiées, ou toute autre mesure destinée à faire connaître le passé esclavagiste de l'université à la fois à la communauté universitaire et au grand public. Peu envisagent des mesures de compensation financière directes aux descendants d'esclaves exploités ou vendus par l'université (Harris, Campbell & Brophy 2019). Certaines universités, en revanche, créent des fonds de dotation spécifiques afin de financer des bourses pour les descendants d'esclaves et des programmes pour promouvoir la justice raciale. C'est le cas par exemple du Virginia Theological Seminary, avec un fonds de 1,7 million de dollars, ou du Princeton Theological Seminary, qui a annoncé en septembre 2019 qu'il s'engageait à consacrer 1,1 million de dollars par an aux réparations liées à l'esclavage (Gjeltén 2019).

- 6 L'initiative de Georgetown a pour particularité de s'inscrire dans le cadre des travaux de recherche menés sur l'histoire des établissements jésuites en Amérique du Nord. Désireux de se repentir de leurs fautes passées, et en particulier de l'utilisation d'esclaves qu'ils firent pour cultiver des fermes, édifier et faire fonctionner de nombreux établissements d'enseignement supérieur, les jésuites du Canada et des États-Unis mènent l'enquête sur leur passé esclavagiste (Schmidt 2021). Le groupe de travail de Georgetown s'est intéressé en particulier à la vente en 1838 de 272 esclaves qui appartenaient à l'université, vente qui a assuré la survie de l'institution alors en grande difficulté financière.
- 7 Pour les descendants des esclaves vendus en Louisiane, dont beaucoup ont été identifiés grâce à un partenariat entre diverses associations et l'université elle-même, l'accès à l'université est facilité, mais ils et elles sont soumis au même processus de demande de bourse que les autres. Or une partie des étudiantes et étudiants du campus demandent, depuis 2016, qu'une véritable compensation leur soit versée ou que de réels avantages leur soient offerts (comme la gratuité des frais d'inscription dans une institution où ils s'élevaient à plus de 50 000 dollars par an en 2019-2020). En avril 2019, une majorité d'étudiants de premier cycle a voté pour appliquer aux frais d'inscription un supplément d'un montant symbolique de 27,20 dollars par semestre. Le fonds ainsi créé (environ 400 000 dollars par an) devait servir à aider financièrement les descendants des 272 esclaves, dont un certain nombre vit dans la pauvreté dans la petite ville de Maringouin en Louisiane. Intéressée surtout par les dimensions spirituelles et morales (réconciliation) et intellectuelles (création d'un centre d'archives), voire symboliques (changement de nom de certains bâtiments) de la question des réparations, l'université n'a pas validé la proposition. Cependant, sous la pression des étudiants, elle a décidé de consacrer une somme équivalente, soit autour de 400 000 dollars annuellement, pour financer des projets d'éducation, de santé et de logement à destination d'Africains-Américains. Ces fonds doivent être alimentés par des dons, et non par une somme supplémentaire payée par les étudiants. L'association des descendants, quant à elle, demande la création d'un fonds d'un milliard de dollars (Swarns 2019).
- 8 Il s'agit donc d'un dossier en cours. Le cas de Georgetown rend compte d'une réflexion amorcée par la société états-unienne, pour le moment de manière très fragmentaire.

Cette approche par le biais d'initiatives locales et privées met en lumière l'absence de consensus national sur un sujet – l'esclavage – qui forme pourtant un pilier essentiel de l'histoire et de la mémoire des États-Unis.

- 9 Dans l'entretien qui suit, Adam Rothman, professeur d'histoire à Georgetown, auteur de *Slave Country: American Expansion and the Origins of the Deep South* (2005) et codirecteur de *Facing Georgetown's History: A Reader on Slavery, Memory, and Reconciliation* (2021), raconte la manière dont l'université a procédé pour examiner ses liens avec l'esclavage et envisager des formes de réparations⁸. Rothman est particulièrement bien placé pour décrire ce processus. Il a été membre du groupe de travail créé en 2015 par le président de l'université, puis il est devenu directeur du centre d'archives fondé en 2016, qui est l'une des réalisations issues des recommandations du groupe de travail. Il reste l'un des enseignants-chercheurs les plus impliqués dans ce dossier (Rothman 2021).

Pouvez-vous nous expliquer ce qui a conduit l'université de Georgetown à créer en 2015 un groupe de travail sur l'esclavage, la mémoire et la réconciliation ?

[Adam ROTHMAN, désormais A.R.] La création de ce groupe de travail est le résultat de facteurs locaux, immédiats, et d'un contexte national plus large, aussi bien politique que scientifique.

Pour ce qui est des facteurs locaux, un bâtiment du campus, Mulledy Hall, venait de rouvrir après une période de travaux. Ce bâtiment tenait son nom de Thomas F. Mulledy, le président de Georgetown dans les années 1830 et 1840 et le supérieur provincial des jésuites du Maryland. Il se trouve que Mulledy fut aussi le principal instigateur de la grande vente d'esclaves de 1838 : les jésuites avaient alors vendu 272 esclaves – des hommes, des femmes et des enfants – afin de sauver Georgetown de la ruine, dans un contexte de crise économique (on parle aujourd'hui des « GU272 »). L'actuel président de l'université, John DeGioia, connaissait cette histoire. La réouverture de Mulledy Hall fournissait selon lui une bonne occasion de se pencher sur les liens entre l'université et l'esclavage.

Il y avait d'autres raisons de penser que le moment était opportun. On assistait sur le campus à une prise de conscience du passé esclavagiste de l'université ; on commençait à parler de la vente de 1838. Un étudiant, Matthew Quallen, venait de faire paraître dans le journal étudiant *The Hoya* une série d'articles sur les liens entre les jésuites, Georgetown et l'esclavage. Je précise que rien de tout cela n'était secret. L'ouvrage publié au début des années 1990 par mon prédécesseur Robert Emmett Curran, à l'occasion du bicentenaire de Georgetown, évoquait déjà le rôle de l'esclavage dans le développement de l'université (Curran 1993). Et dès avant 2015, les étudiants du programme d'études américaines avaient pu suivre des cours sur le sujet. Cette histoire était donc bien connue de certains étudiants et personnels, mais pas de la communauté universitaire dans son ensemble.

Au-delà de ces seules préoccupations locales, on se situait peu de temps après la parution de l'ouvrage de Craig Steven Wilder, *Ebony and Ivy* (Wilder 2013). Wilder a contribué à faire émerger la question des liens historiques entre les universités d'élite et l'esclavage, et son livre s'inscrit dans un corpus toujours plus important de travaux sur le passé esclavagiste des universités états-uniennes. Il s'inscrit aussi dans le contexte d'un moment de crise aux États-Unis autour de la question des violences policières et de l'injustice raciale. En 2014, Michael Brown avait été abattu par un policier à Ferguson, dans le Missouri ; à l'été 2015, un suprémaciste blanc avait

perpétré un massacre dans une église de Charleston, en Caroline du Sud. Le mouvement Black Lives Matter prenait de l'ampleur, et on voyait grandir un mouvement de protestation à travers le pays, y compris sur les campus des universités. C'est dans ce contexte-là que John DeGioia prit la décision de créer le groupe de travail.

Le président de Georgetown semble avoir joué un rôle essentiel dans ce processus. Est-ce que cela représentait pour lui un enjeu particulier ?

[A.R.] En réalité, John DeGioia n'est pas le premier président d'université à avoir initié ce type de démarche. Il faut reconnaître le rôle pionnier de Ruth Simmons, la présidente de l'université de Brown, qui dès 2003 avait créé un groupe de travail chargé d'enquêter sur les liens de son établissement avec la traite et l'esclavage. Simmons a établi un précédent, même s'il a fallu du temps pour que d'autres institutions suivent l'exemple.

DeGioia a un doctorat en philosophie morale, c'est quelqu'un qui accorde énormément d'importance à la réflexion. Les questions de justice et d'injustice aux États-Unis l'intéressent au premier plan – c'est même le sujet de l'un de ses cours à Georgetown – et il se sent vraiment impliqué. C'est aussi le premier président de l'université qui ne soit pas un jésuite, et cela lui donne une liberté d'action dont ses prédécesseurs ne jouissaient pas nécessairement. Cela fait un certain temps qu'il est à Georgetown et il est très respecté, à juste titre : il a fait beaucoup de bien à l'université. Je pense que sa position lui a permis de prendre des risques.

Les étudiants de Georgetown ont lancé un mouvement de protestation en 2015. Était-ce avant ou après la fondation du groupe de travail ? Quelles en étaient les revendications ?

[A.R.] Les journaux ont donné une chronologie erronée des événements. Le mouvement étudiant a commencé à l'automne 2015, donc après la création du groupe de travail. Les étudiants se sont mobilisés autour de revendications de justice raciale à Georgetown. Certes, ils exigeaient qu'on change le nom de deux bâtiments, Mulledy Hall et McSherry Hall (William McSherry prit lui aussi une part active à la vente de 1838), mais leurs revendications ne s'arrêtaient pas là.

Je crois que pour certains étudiants, le groupe de travail n'allait pas assez vite. Leur mouvement avait vocation à accélérer le processus. L'administration de l'université fonctionne sur un rythme différent de celui des étudiants, et on peut comprendre leur impatience. Il est d'ailleurs intéressant de voir que quelques-uns des étudiants protestataires faisaient aussi partie du groupe de travail : il y a eu des interactions entre le groupe de travail et le mouvement étudiant. Mais le premier n'est pas une émanation directe du second.

Nous aimerions à présent parler du fonctionnement du groupe de travail, dont vous avez été membre. Comment a-t-il été constitué ? Il nous a semblé que les enseignants chercheurs qui en faisaient partie étaient des historiens plutôt que des spécialistes de philosophie ou d'éthique par exemple. À quelle fréquence le groupe se réunissait-il ? Comment avez-vous travaillé ? Aviez-vous des consignes précises ?

[A.R.] Je ne sais pas exactement sur quels critères le groupe a été constitué. C'est la présidence qui en a nommé les membres. En ce qui me concerne, j'avais entendu dire qu'un groupe de travail devait être formé à l'été 2015, et j'ai fait part à John DeGioia de mon souhait d'en faire partie, dans la mesure où mon expertise pouvait être utile. J'ai été très heureux d'être choisi !

Il est vrai que les historiens prédominaient, probablement parce que l'objectif principal du groupe était d'explorer le passé esclavagiste de Georgetown, et de rendre à la fois l'histoire et les documents d'archives accessibles à l'ensemble de la communauté de l'université. Mais il n'y avait pas seulement des historiens, ni d'ailleurs des enseignants-chercheurs. Le groupe comprenait des professeurs, des étudiants et des membres du personnel administratif. Il y avait aussi plusieurs jésuites. Le président du groupe, David Collins, un jésuite, est spécialiste de l'Europe médiévale, pas de l'histoire de l'esclavage aux États-Unis ; Matthew Carnes est professeur de science politique, il travaille sur l'Amérique latine. Parmi les membres du groupe, il y avait aussi Carolyn Forché, une poétesse de renommée mondiale. Nous étions donc un groupe divers, avec des perspectives très différentes. Rétrospectivement, il me semble que le plus problématique, c'est que nous n'avions pas parmi nous de descendants des esclaves vendus en 1838. Leur présence aurait été essentielle. Mais bien entendu, à ce moment-là, nous n'avions pas connaissance de l'existence de ces descendants.

Le groupe s'est réuni assez fréquemment, toutes les deux semaines environ. Nous avions une grande liberté d'action. La présidence nous soutenait, mais sans nous imposer quoi que ce soit. Le plus urgent, c'était de nous familiariser avec toute cette histoire, parce que beaucoup d'entre nous ne mesuraient pas l'ampleur des liens de Georgetown avec l'esclavage. Tous n'avaient pas lu les travaux publiés sur le sujet. Nous nous sommes par conséquent plongés dans les archives. Dans le même temps, nous avons établi un dialogue avec la communauté universitaire : nous tenions à informer les étudiants et personnels de nos découvertes, à voir ce que cela leur inspirait. Nous avons organisé des conférences, puis au printemps 2016, nous avons mis en place une série d'ateliers avec des experts venus de l'extérieur de l'université pour discuter des divers aspects de cette histoire. Enfin, nous avons rédigé un rapport et nous l'avons remis au président. L'expérience a été enrichissante, mais aussi très prenante et très chronophage.

Est-ce qu'au moment de la remise du rapport vous étiez en contact avec le Georgetown Memory Project ? Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est le Georgetown Memory Project ?

[A.R.] Le Georgetown Memory Project est une association indépendante à but non lucratif fondée par un ancien étudiant de Georgetown, Richard Cellini. Elle a été créée au cours de l'année universitaire 2015-2016, alors que le groupe de travail avait commencé à diffuser les résultats de ses recherches. Même si Richard Cellini ne travaillait pas avec nous, nous étions au courant de ses activités.

Richard était convaincu qu'il était possible de retrouver les descendants des esclaves vendus par les jésuites de Georgetown en 1838. Il a recruté des généalogistes et localisé des descendants qui avaient mené leurs propres recherches généalogiques, à l'image de Patricia Bayonne-Johnson, dont les recherches étaient bien antérieures à la création du groupe de travail. Grâce à des documents mis en ligne par le programme d'études américaines à Georgetown, Patricia avait découvert qu'elle descendait de personnes réduites en esclavage par les jésuites du Maryland, et elle en avait parlé dans son blog. C'est ainsi que Richard a pu entrer en contact avec elle. D'une certaine manière, tout est parti de Patricia Bayonne-Johnson.

En 2016, le Georgetown Memory Project s'est mis en rapport avec une journaliste du *New York Times*, Rachel L. Swarns. Cette collaboration a débouché sur la publication

d'un article mettant en lumière l'existence d'une communauté de descendants des 272 esclaves vendus en 1838. L'article a en outre donné un écho médiatique aux travaux menés à Georgetown. Et il a provoqué de nouveaux débats sur le sens à donner aux concepts de réconciliation et de réparations.

Dans votre rapport, vous émettez un certain nombre de recommandations à l'attention du président. Lesquelles de ces recommandations ont été suivies ?

[A.R.] Nous avons fait toutes sortes de recommandations, l'idée étant que l'université assume pleinement son passé et s'y confronte de façon intelligente. On peut identifier plusieurs niveaux de recommandations.

Avant toute chose, il nous paraissait essentiel que l'université reconnaisse son implication dans l'esclavage et accepte cette histoire comme faisant partie de son identité. Cet objectif a été en partie atteint. Les deux bâtiments que j'ai mentionnés ont par exemple été rebaptisés. Mulledy Hall s'appelle désormais Isaac Hawkins Hall, du nom de l'esclave qui apparaît en premier dans l'acte de vente de 1838. C'est une façon de reconnaître officiellement l'histoire de l'université, et c'est par ailleurs un acte qui parle à beaucoup de gens. Quant à McSherry Hall, le bâtiment porte à présent le nom d'Anne Marie Becraft, une religieuse et enseignante africaine-américaine du début du XIX^e siècle, pionnière dans le domaine de l'éducation. Il s'agissait ici de mettre en valeur une autre dimension du lien entre Georgetown, l'esclavage et l'histoire africaine-américaine à Washington, D.C.

Le groupe de travail a également recommandé que l'université consacre des fonds spécifiques à l'enseignement et la recherche sur l'histoire de l'esclavage. Là encore, on peut dire que cette recommandation a été prise en compte. La Georgetown Slavery Archive, financée par l'université, en est le meilleur exemple : il s'agit aujourd'hui de l'un des plus importants projets d'humanités numériques sur l'esclavage aux États-Unis. Les enseignants de Georgetown et des environs y ont beaucoup recours, dans leurs cours d'histoire, mais aussi en arts du spectacle, en anglais, en philosophie, en musique, etc.

Certains groupes d'étudiants ont des liens particuliers avec l'esclavage. Ils travaillent sur cette histoire et cherchent des manières originales de s'en emparer. C'est le cas de la Philodemic Society, une très ancienne association de débat, fondée dans les années 1830. Avant la guerre de Sécession, cette association a débattu de la question de l'esclavage à plusieurs reprises. On peut lire les transcriptions de ces échanges dans les minutes de l'association ; elles ont été numérisées et mises en ligne. C'est une expérience singulière pour ces étudiants de prendre conscience du rôle qu'a joué leur association dans le débat sur l'esclavage. Cela les conduit à s'interroger sur leur identité et sur la manière dont ils et elles se situent dans cette histoire.

À un autre niveau, nous avons fait des recommandations qui concernent les descendants des 272 esclaves vendus en 1838. Le groupe de travail a conseillé à l'université d'entrer en contact avec cette communauté de descendants et d'entamer une collaboration avec eux. L'article du *New York Times* dont j'ai parlé avait été publié en avril 2016, et nous n'avions pas le temps, à ce stade de l'année universitaire, d'enquêter plus avant sur les révélations du *Times* et sur ce qu'elles impliquaient. Cela fait partie des choses que le groupe de travail a laissées en suspens ; nous nous en sommes remis au président et à l'ensemble de la communauté universitaire de Georgetown. Le groupe de travail a tout de même préconisé que ces descendants

obtiennent la même préférence d'admission que celle qui est octroyée aux enfants des enseignants, des administratifs et anciens étudiants de l'université.

Le groupe de travail a également préconisé que l'université présente des excuses officielles pour le rôle qu'elle a joué dans l'esclavage. Est-ce que cela a été fait ?

[A.R.] Absolument. En avril 2017, l'université a organisé un week-end d'activités auxquelles ont participé des jésuites et des descendants. Il y a eu toute une série d'événements : un office religieux, l'inauguration des deux bâtiments, la plantation d'un arbre en mémoire des descendants. Une cérémonie que nous avons appelée « Liturgie du souvenir, du repentir et de l'espoir » s'est tenue dans le grand auditorium du campus. Le président John DeGioia et le père Tim Kesicki (qui est à la tête des jésuites d'Amérique du Nord) y ont prononcé des excuses officielles pour la participation de leurs institutions à l'esclavage. Des membres de la communauté des descendants étaient là en tant que témoins. C'était une cérémonie incroyablement émouvante ; je n'avais jamais rien vu de semblable. Mais pour beaucoup de gens, y compris pour les descendants, se posait la question de ce qui allait se passer ensuite. Présenter des excuses, c'est une chose, mais qu'allions-nous faire pour les concrétiser ? Finalement, cette cérémonie a davantage représenté un point de départ dans ce processus de mémoire qu'un point final mis au travail effectué par le groupe.

Le groupe de travail avait suggéré qu'un mémorial soit construit. Qu'en est-il ?

[A.R.] Il faut du temps pour concevoir et ériger ce genre de monument. L'université de Brown dispose maintenant d'un mémorial – une très belle sculpture de Martin Puryear – mais cela a pris dix ans. Avant de construire un mémorial, la présidence de Georgetown souhaite d'abord ouvrir un dialogue à ce sujet avec les descendants.

Cela dit, il y a eu sur le campus des projets de mémorialisation à plus petite échelle, certains presque clandestins. Les étudiants ne se contentent pas d'attendre sagement que l'université prenne des décisions. Et d'une certaine façon, le mémorial le plus significatif, le plus important, c'est tout simplement que l'histoire de Georgetown soit enseignée dans nos cours. Aujourd'hui, tous nos étudiants et étudiantes entendent parler de cette histoire et réfléchissent à ce qu'elle implique pour le présent.

Vous avez dit que l'université offrait un accès facilité aux descendants. Est-ce que cela a permis de gagner en diversité au sein de la population étudiante ? Est-ce que votre rapport abordait la question de la diversité ?

[A.R.] Oui, nous avons conseillé à l'université de faire un effort particulier pour promouvoir la diversité et d'œuvrer surtout en direction des Africains-Américains. Pendant l'année 2015-2016, un second groupe a été créé pour travailler sur les questions de justice raciale sur le campus. Le premier groupe était axé sur le passé, le second sur le présent. Il y a un lien évident entre la recherche en histoire et les problèmes de la société contemporaine. Les étudiants ont bien vu ce lien et l'université leur a répondu, par exemple en transformant le programme d'études africaines-américaines en département à part entière.

Je ne crois pas cependant qu'il y ait eu une véritable augmentation de la diversité au sein de la population étudiante. Quelques membres de la communauté des descendants se sont inscrits à l'université, ce qui est une excellente chose, mais ils sont très peu nombreux.

Certains ont réclamé des bourses pour ces étudiants.

[A.R.] Il faut comprendre qu'il n'existe pas de dotation spécifique qui serait dédiée exclusivement aux descendants qui étudient à Georgetown. Georgetown fait partie des universités qui ne prennent pas en compte les ressources financières des familles dans le processus d'admission. En revanche, l'université s'engage à subvenir aux besoins des étudiants acceptés et qui ne peuvent pas s'acquitter des frais de scolarité. Les membres de la communauté des descendants bénéficient des mêmes avantages que le reste des étudiants de Georgetown. Or pour ceux qui exigent des réparations matérielles concrètes pour l'esclavage, c'est loin d'être assez. Beaucoup pensent que Georgetown devrait attribuer des bourses spécifiques pour permettre aux descendants de venir étudier chez nous. Pour d'autres, ces bourses devraient aussi permettre aux descendants d'étudier ailleurs : des personnes qui ont grandi en Louisiane peuvent vouloir y faire leurs études. Cette question des bourses est vraiment importante pour ceux qui veulent des réparations d'ordre financier, mais il n'y pas eu d'action concrète en ce sens à ce jour.

Pour en venir à une période plus récente, que pouvez-vous nous dire du référendum étudiant qui s'est tenu en 2019 et de ses suites ?

[A.R.] Pour les étudiants, il ne s'était pas passé grand-chose depuis 2016 en termes de réparations. Un groupe d'étudiants s'est donc saisi de la question. Une association a été créée pour défendre les droits des descendants (GU272 Advocacy Team), et une proposition a été mise au vote après être passée par les canaux habituels de la gouvernance étudiante. L'idée était d'ajouter chaque semestre une somme de 27,20 dollars aux frais de scolarité pour aider à financer un fonds de réconciliation, destiné à venir en aide aux descendants.

Les étudiants ont fait campagne et ont tenu leur référendum au printemps 2019. Jamais un référendum étudiant à Georgetown n'avait connu un tel taux de participation. Deux tiers des étudiants se sont prononcés en faveur de cette initiative, ce qui révèle à quel point le principe d'une compensation financière des descendants suscite l'adhésion. Ce référendum a vraiment représenté un tournant dans l'histoire des réparations liées à l'esclavage aux États-Unis.

Mais le vote n'a pas pour autant été suivi d'effet. Il fallait encore que la mesure soit approuvée par diverses instances de l'université, dont le conseil d'administration. Or l'université n'a pas donné son aval. Elle a annoncé la création d'un fonds qui ne serait pas alimenté par une contribution étudiante supplémentaire. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Le sujet était sur toutes les lèvres au printemps dernier, mais la pandémie est arrivée et tout s'est arrêté.

Quelle est votre position vis-à-vis de cette initiative ?

[A.R.] Depuis le départ, j'évite soigneusement de donner mon avis sur les propositions spécifiques qui sont faites. Je dirige la Georgetown Slavery Archive. Ma mission, c'est de faire le travail de documentation qui permettra à chacun de se forger sa propre opinion sur les mesures à adopter en matière de réparations ou de réconciliation. Je ne veux pas que l'on puisse penser que mon avis sur ces questions influence ma recherche. En tant que conservateur du centre d'archives, je me dois d'offrir l'histoire la plus exacte possible. Faire de la recherche, rendre cette recherche accessible au public, tout cela fait partie du processus de réconciliation. Je sais que

c'est une réponse frustrante pour beaucoup de gens, y compris pour mes étudiants. Je leur dis que le principal, c'est de connaître l'histoire de leur université.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la Georgetown Slavery Archive et votre rôle de conservateur ? Est-ce que la recherche généalogique des descendants fait partie de votre travail ?

[A.R.] La Georgetown Slavery Archive a vocation à mieux faire connaître l'histoire de Georgetown à la communauté universitaire et au grand public. Nous avons pensé que la meilleure chose à faire était de mettre les documents d'archives à la disposition de chacun. Le programme d'études américaines avait mis en ligne un certain nombre de documents en lien avec la vente de 1838 sur un site baptisé Jesuit Plantation Project, qui a disparu à la suite d'un problème technique. C'était fâcheux, mais cela nous a poussé à créer un nouveau site pour lequel nous avons utilisé quelques-uns des outils numériques les plus récents. Nous travaillons en collaboration étroite avec la bibliothèque de l'université et nous avons numérisé des documents provenant des archives des jésuites du Maryland et des archives de Georgetown. Nous rassemblons également des documents des archives de l'État du Maryland, de tribunaux de Louisiane et d'autres projets d'humanités numériques. Certains documents nous ont été communiqués par le Georgetown Memory Project ou par les descendants. Nous avons bénéficié du soutien de l'université et de la présidence. Des étudiants de troisième cycle nous aident ponctuellement, et une doctorante, Elsa Barraza Mendoza, réalise actuellement une thèse sur les jésuites, l'esclavage et l'éducation. On retrouve une bonne partie de son travail sur notre site internet et je tiens à l'en remercier ici.

L'une des grandes réussites de ce projet, c'est que les descendants ont recours à cette archive virtuelle. Ils et elles s'en servent pour retracer l'histoire de leur famille, leur généalogie, pour apprendre à leurs enfants qui ils sont et d'où ils viennent. Les descendants sont éparpillés dans tout le pays – il y en a en Louisiane, dans l'Ouest, etc. – et ils ne peuvent pas tous se déplacer pour venir consulter les archives physiques, surtout en ce moment. La mise en ligne simplifie grandement les choses. Bien sûr, cela s'accompagne pour nous de tout un travail de transcription, de traduction, de contextualisation : les documents rédigés à la main au XVIII^e ou au XIX^e siècle sont parfois très difficiles à déchiffrer, et beaucoup sont rédigés dans des langues autres que l'anglais (surtout en latin, mais aussi en français).

Certains descendants viennent à Georgetown, et c'est une expérience forte de les accompagner au centre d'archives, d'être avec eux quand ils examinent les registres de baptême et les actes de vente qui contiennent le nom de leurs ancêtres. C'est un moment d'émotion profonde. Il y a beaucoup de tristesse, bien entendu, mais aussi de la joie à pouvoir se représenter ses ancêtres et à découvrir dans les archives des traces de leur vie.

J'ai fait un peu de travail généalogique avec des membres de la communauté des descendants. Il est possible de nous contacter depuis le site internet et de temps en temps, je reçois un mail de quelqu'un qui voudrait savoir s'il ou elle avait un ancêtre parmi les 272 esclaves vendus en 1838. Nous essayons de répondre aux gens qui nous contactent, mais l'essentiel du travail généalogique est fait par le Georgetown Memory Project. Tout ceci m'a fait réaliser à quel point il était important pour beaucoup d'Africains-Américains de pouvoir retracer l'histoire de leur famille jusqu'à la période de l'esclavage. C'est d'autant plus difficile que jusqu'en 1860, les esclaves

n'étaient pas identifiés par leur nom dans le recensement fédéral. Il faut donc se tourner vers d'autres sources – registres de propriété ou des sacrements –, mais elles ne sont pas faciles d'accès. Nous avons mis en ligne une partie de ces registres, ce qui permet à nombre de descendants d'obtenir des informations qui restent indisponibles pour d'autres Africains-Américains.

Combien des descendants ont été identifiés ? Vous en parlez comme d'une communauté. Forment-ils vraiment une communauté ? Ont-ils créé leurs propres associations ?

[A.R.] Le Georgetown Memory Project a identifié quelque 12 000 descendants, dont environ 5 000 sont actuellement en vie. Je donne un sens très large au terme de communauté : les descendants sont éparpillés dans tous les États-Unis, voire dans le monde entier, et la plupart d'entre eux ne se connaissent pas. Mais ils partagent une même histoire et une même généalogie, et une communauté – au sens strict du terme – est en cours de formation depuis cinq ans. Il existe une association, la GU272 Descendants Association, qui doit regrouper quelques centaines de personnes. On retrouve beaucoup de descendants en Louisiane. Une partie des esclaves des jésuites du Maryland a été vendue à un certain Jesse Batey, propriétaire d'une plantation en Louisiane nommée West Oak. La ville de Maringouin est située sur ce qui était autrefois cette plantation. 80 à 90 % de la population de Maringouin (1 100 habitants) descend des esclaves vendus en 1838. Il y a là une étonnante continuité : presque deux siècles après la vente, les descendants sont toujours au même endroit.

Sur les 5 000 descendants actuellement en vie, combien ont candidaté à Georgetown ? Combien y ont été admis ?

[A.R.] Je n'ai pas de chiffre exact, mais je dirais un tout petit nombre. Nous avons eu peut-être dix à vingt candidats sur les cinq dernières années. Quatre ou cinq ont fait leurs études ici.

Comment se situe l'initiative de Georgetown par rapport à des initiatives du même genre dans d'autres universités états-uniennes ? Quels sont vos liens avec le consortium Universities Studying Slavery ?

[A.R.] Georgetown fait partie des très nombreuses universités qui sont en train d'explorer leurs liens historiques avec l'esclavage, aux États-Unis, mais aussi au Canada, au Royaume-Uni, peut-être même en France. Au départ, Universities Studying Slavery était un consortium d'institutions d'enseignement supérieur de Virginie avec, à la tête, l'université de Virginie. Georgetown a été la première université extérieure à la Virginie à rejoindre Universities Studying Slavery, qui rassemble aujourd'hui plus de cinquante établissements d'enseignement supérieur. Universities Studying Slavery organise régulièrement des colloques dans lesquels des universitaires, des administratifs et des étudiants se rencontrent pour discuter de leur expérience et de leurs projets respectifs. Aux États-Unis, les institutions qui participent à Universities Studying Slavery sont d'une variété incroyable : il y a des universités d'élite comme Harvard, des institutions à forte identité religieuse comme Georgetown, des universités publiques telles que l'université de Géorgie et l'université du Mississippi. Il est évident que le contexte politique n'est pas le même dans une université publique du Sud profond et dans des institutions comme Harvard ou même Georgetown. Chaque établissement a sa propre histoire et son propre environnement local, mais nous sommes tous reliés par une histoire plus vaste et nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. C'est intéressant de voir que des universités à l'extérieur des États-Unis ont entamé le même processus et rejoint le

consortium. Un des projets qui m'a le plus frappé est celui de l'université de Glasgow. Ils ont fait un travail incroyable sur leurs liens avec l'esclavage⁹. Pour des étudiants états-uniens, c'est une révélation de voir que le sujet n'est pas seulement national mais qu'il s'inscrit dans le cadre plus vaste de l'histoire atlantique.

Travaillez-vous avec les écoles des environs ?

[A.R.] Nous n'avons pas encore de collaboration avec les écoles de Washington, D.C., mais ces dernières années nous avons élaboré des plans de cours qui s'appuient sur les documents d'archives mis en ligne. C'est Andrew Davenport, un doctorant de Georgetown, qui s'en est chargé avec Ed Donnellan, un enseignant de Gonzaga College High School, une école jésuite de Washington. Les élèves de Gonzaga ont fait un travail extraordinaire sur les liens de leur propre école avec l'esclavage. L'été dernier, nous avons organisé un atelier destiné aux enseignants des lycées jésuites des États-Unis. Nous faisons donc des progrès dans cette direction. Maintenant que les travaux de recherche sont presque terminés, notre site cherche plutôt à apporter de l'aide aux enseignants et à présenter des récits de vie. C'est ce qui peut donner vie aux documents d'archives et attirer des catégories de personnes différentes qui s'intéressent à cette histoire.

En quoi l'initiative de Georgetown est-elle liée aux débats plus généraux qui portent sur les réparations au titre de l'esclavage ? Cette initiative est-elle, selon vous, une forme de réparation ? Est-ce un moyen de parvenir à une réconciliation ?

[A.R.] C'est intéressant de penser à ce qui distingue et à ce qui relie ces deux concepts, réparations et réconciliation. Le titre officiel du groupe de travail était : « Groupe de travail sur l'esclavage, la mémoire et la réconciliation » ; le mot « réparations » n'y figurait pas. Aux États-Unis, ce terme suscite des réactions violentes. Beaucoup de gens se détournent immédiatement du sujet quand ils entendent quelqu'un le prononcer. Pour beaucoup de Blancs, cela revient à dire que quelqu'un va aller piocher dans leur portefeuille pour donner de l'argent à quelqu'un d'autre. Parler de réconciliation renvoie davantage à l'idée de pacification et de guérison ; c'est un concept plus doux, moins agressif. Je pense sincèrement que l'idée de réconciliation apporte beaucoup sur le plan psychique, et qu'on peut accéder à la réconciliation grâce au travail de recherche historique, à la reconnaissance des torts, aux excuses et à la mise en valeur symbolique. Pour beaucoup de gens qui cherchent à se réapproprier le passé et à trouver une articulation entre les crimes du passé et la structure des inégalités et des injustices du présent, tous ces aspects de la réconciliation sont porteurs de sens.

Au début, quand le groupe de travail a rendu public son rapport, on a beaucoup débattu sur les réseaux sociaux pour savoir si nos recommandations constituaient ou non des réparations. Est-ce qu'une reconnaissance purement symbolique de l'histoire de l'esclavage constitue un programme de réparations ? Je ne crois pas. Notre travail à Georgetown relève davantage d'un processus de réconciliation que de réparations. La compensation matérielle réelle dont ont bénéficié les victimes et leurs descendants a été minime. C'est là-dessus que portait le référendum de 2019 : les étudiants voulaient des réparations ; ils voulaient quelque chose qui améliorerait matériellement la vie des descendants. Je doute que 500 000 dollars par an suffisent, mais c'est mieux que rien.

D'un autre côté, l'université soutient la recherche et l'enseignement sur l'histoire de l'esclavage et c'est un investissement réel, il y a des frais. Par conséquent, même si les

retombées positives de la recherche historique sont difficiles à quantifier, et même si elles n'affectent pas directement les descendants des victimes, je pense qu'elles ont de la valeur. La ligne entre réconciliation et réparations n'est donc pas si nette.

Comment l'initiative de Georgetown s'inscrit-elle dans le contexte politique états-unien au sens large ?

[A.R.] Il est certain que si toutes ces universités s'intéressent soudain à leurs liens historiques avec l'esclavage, c'est parce que le mouvement Black Lives Matter s'est développé et que les étudiants noirs – de même que les enseignants et les anciens étudiants noirs – réclament de leurs établissements davantage d'inclusion et de reconnaissance. Cela joue un grand rôle. À l'ère de Donald Trump, les établissements d'enseignement supérieur constituent dans de nombreux cas des lieux protégés où l'on peut mener des projets humanistes d'enquête sociale. Ce sont des endroits où l'on peut étudier et s'informer sur des sujets tels que l'histoire de l'esclavage sans être attaqué en permanence. Nous avons créé un espace pour ce genre de réflexion, et je trouve cela très sain. Récemment, l'administration Trump a annoncé la création d'une Commission 1776 pour une « éducation patriotique » et a accusé les historiens des meilleures universités de peindre une image négative de l'histoire des États-Unis. Selon Trump et ses acolytes, cette image est trop sombre¹⁰. Je ne partage pas ce point de vue. À quoi bon maquiller la réalité de ce qui s'est passé ? L'histoire, cela devrait consister à raconter toute la vérité et à trouver un moyen de l'accepter. Quand on raconte la vérité, les étudiants en apprécient d'autant plus l'histoire, pas moins. Le travail que nous avons mené à Georgetown n'a pas aliéné les étudiants : il leur a fourni une image plus riche, plus intéressante et plus complexe du passé. Et c'est utile.

Voyez-vous un lien entre le changement de noms de bâtiments sur les campus et le renversement des monuments confédérés ?

[A.R.] Il y a un désir très largement partagé de penser le passé autrement. Renverser les statues – ou changer le nom des bâtiments –, c'est un aspect de ce mouvement. Mais je m'inquiète de deux choses. Tout d'abord, en renversant les statues, on efface le passé, d'une certaine manière : nous effaçons les parties du passé que nous n'aimons pas. Ce que nous avons fait à Georgetown en renommant Mulledy Hall, ce n'est pas effacer le passé, mais le raconter autrement. Si vous abattez une statue et que vous la remplacez par un parking, ce n'est pas une amélioration, c'est un effacement. Les historiens ont un rôle à jouer lorsqu'il s'agit d'aider la population à repenser leur relation au passé.

Je suis aussi préoccupé par le manque de réflexion collective qui accompagne certains gestes. J'étais ravi de voir la statue du marchand d'esclaves Edward Colston renversée et jetée dans le port de Bristol, mais je m'inquiète de l'absence de réflexion organisée quand il s'agit de décider s'il faut ou non jeter Colston à l'eau. Je n'ignore pas que des militants locaux faisaient depuis longtemps des efforts pour que la statue de Colston disparaisse, et que les autorités avaient rejeté ces demandes. Voilà un exemple où la réflexion collective n'a pas fonctionné et où les gens ont eu le sentiment qu'il fallait qu'ils prennent les choses en main, ce qui n'est pas selon moi la meilleure façon de faire. Je préfère que ces questions soient résolues de manière démocratique, et non par l'action directe des foules. Ce dont je suis fier à Georgetown, c'est que nous avons organisé une réflexion collective. Il y a eu plusieurs aspects à ce processus délibératif, dont le militantisme étudiant et les manifestations des étudiants. Mais nous ne nous

sommes pas mis à abattre des monuments. Nous avons mené une réflexion approfondie pour nous demander ce qu'il fallait faire, en sollicitant des personnalités et des groupes différents sur tout le campus. Selon moi, ce processus a constitué un modèle permettant de réfléchir collectivement au sens du passé dans le présent.

BIBLIOGRAPHIE

- COATES, Ta-Nehisi, 2014. « The Case for Reparations », *The Atlantic*, juin. Disponible en ligne : www.theatlantic.com/magazine/archive/2014/06/the-case-for-reparations/361631/ [dernier accès, août 2021].
- CURRAN, Robert Emmett, 1993. *The Bicentennial History of Georgetown University: From Academy to University, 1789-1889*, Washington, D.C., Georgetown University Press.
- GJELTEN, Tom, 2019. « With Plans to Pay Slavery Reparations, Two Seminaries Prompt a Broader Debate », *National Public Radio*, 29 octobre. Disponible en ligne : www.npr.org/2019/10/29/774217625/with-plans-to-pay-slavery-reparations-two-seminaries-prompt-a-broader-debate [dernier accès, août 2021].
- HARRIS, Leslie M., James T. CAMPBELL & Alfred L. BROPHY (dir.), 2019. *Slavery and the University: Histories and Legacies*, Athens, University of Georgia Press.
- JOHNSON, Katanga, 2020. « U.S. Public More Aware of Racial Inequality but Still Rejects Reparations: Reuters/Ipsos Polling », *Reuters*, 25 juin. Disponible en ligne : www.reuters.com/article/us-usa-economy-reparations-poll/u-s-public-more-aware-of-racial-inequality-but-still-rejects-reparations-reuters-ipsos-polling-idUSKBN23W1NG [dernier accès, août 2021].
- LOCKHART, P.R., 2019. « The 2020 Democratic Primary Debate over Reparations, Explained », *Vox*, 19 juin. Disponible en ligne : www.vox.com/policy-and-politics/2019/3/11/18246741/reparations-democrats-2020-inequality-warren-harris-castro [dernier accès, août 2021].
- ROTHMAN, Adam, 2005. *Slave Country: American Expansion and the Origins of the Deep South*, Cambridge, Harvard University Press.
- ROTHMAN, Adam & Elsa Barraza MENDOZA (dir.), 2021. *Facing Georgetown's History: A Reader on Slavery, Memory, and Reconciliation*, Washington, D.C., Georgetown University Press.
- ROTHMAN, Adam, 2021. « The Jesuits and Slavery », *Journal of Jesuit Studies*, vol. 8, n° 1, p. 1-10.
- RUSSONELLO, Giovanni, 2021. « How Texas Republicans Want to Recast History », *New York Times*, 21 mai. Disponible en ligne : www.nytimes.com/2021/05/21/us/politics/texas-republicans-schools-history.html [dernier accès, août 2021].
- SCHMIDT, Kelly L., 2021. « A National Legacy of Enslavement: An Overview of the Work of the Slavery, History, and Reconciliation Project », *Journal of Jesuit Studies*, vol. 8, n° 1, p. 81-107.
- SWARNS, Rachel L., 2019. « Is Georgetown's \$400,000-a-Year Plan to Aid Slave Descendants Enough? », *New York Times*, 30 octobre. Disponible en ligne : www.nytimes.com/2019/10/30/us/georgetown-slavery-reparations.html [dernier accès, août 2021].

WILDER, Craig Steven, 2013. *Ebony and Ivy: Race, Slavery, and the Troubled History of America's Universities*, New York, Bloomsbury.

NOTES

1. Une série de procès à l'encontre du gouvernement fédéral puis de banques (JP Morgan Chase, Bank of America), d'assurances (Aetna), de compagnies de chemin de fer et autres impliquées dans la traite et l'esclavage se solda par un échec en 2006 : « Appellate Court Rejects Slave Reparation Claims », *NBC News*, 15 décembre 2006, www.nbcnews.com/id/wbna16211694 [dernier accès, août 2021].
2. House Resolution 194, www.congress.gov/bill/110th-congress/house-resolution/194/text [dernier accès, août 2021]; Senate Congressional Resolution 26, www.congress.gov/bill/111th-congress/senate-concurrent-resolution/26/text [dernier accès, août 2021].
3. En revanche, en 1988, l'État fédéral avait dédommagé les Japonais-Américains internés pendant la Seconde Guerre mondiale, puis présenté des excuses officielles en 1990.
4. Pour déterminer les catégories raciales, le sondage s'appuie sur les mêmes principes que le recensement, qui demande aux individus d'identifier eux-mêmes leur race.
5. Ce projet, initié par le représentant africain-américain démocrate John Conyers en 1989, et présenté chaque année depuis, par Conyers, puis par sa collègue Sheila Jackson Lee après la mort de Conyers, n'est jamais parvenu jusqu'au vote.
6. « Le Congrès américain entame un débat pour réparer les torts de l'esclavage », *Le Monde*, 15 avril 2021, www.lemonde.fr/international/article/2021/04/15/le-congres-americain-entame-un-debat-pour-reparer-les-torts-de-l-esclavage_6076843_3210.html [dernier accès, août 2021]. Joe Biden soutient le projet de loi sans cependant se prononcer sur la question de la compensation financière : « Biden "Open" to Funding Study About Slavery Reparations », *VOA News*, 17 février 2021, www.voanews.com/usa/biden-open-funding-study-about-slavery-reparations [dernier accès, août 2021].
7. Voir www.brown.edu/about/administration/institutional-diversity/resources-initiatives/slavery-justice-report [dernier accès, août 2021].
8. Entretien mené en anglais le 23 novembre 2020 et traduit par Claire Parfait, Marie-Jeanne Rossignol et Michaël Roy.
9. On peut également citer les cas de l'université du Nouveau-Brunswick ou l'université McGill au Canada, University College Cork en Irlande, l'université de Bristol en Angleterre, etc. Voir la liste complète sur slavery.virginia.edu/universities-studying-slavery/ [dernier accès, août 2021].
10. Joe Biden a supprimé la Commission 1776 par décret le jour même de son investiture, mais la réécriture de l'histoire se poursuit d'autres manières. Ainsi, la législature du Texas est en train d'examiner une série de propositions visant à supprimer l'enseignement de l'esclavage et du racisme du programme des écoles primaires de l'État (Russonello 2021).

RÉSUMÉS

Précédé d'un court chapeau introductif, l'entretien avec Adam Rothman, professeur d'histoire à l'université de Georgetown, à Washington, D.C., retrace le processus entamé par l'université afin d'explorer les liens de l'institution avec l'esclavage et d'envisager les formes de réparations possibles.

After a brief introduction, the authors interview Adam Rothman, Professor of History at Georgetown University in Washington, D.C. Rothman explains the steps taken by Georgetown to explore its historical ties to slavery and connects this initiative to debates about reparations.

Precedido por una breve introducción, la entrevista con Adam Rothman, profesor de historia de la universidad de Georgetown, en Washington, D.C., repasa el proceso iniciado por la universidad con el fin de explorar los vínculos de la institución con la esclavitud y considerar las formas de reparación posibles.

Antecedida por uma breve apresentação introdutória, a entrevista com Adam Rothman, professor de história na universidade de Georgetown, Washington D.C., lembra o processo iniciado pela universidade para investigar as relações da instituição com a escravidão e considerar as formas possíveis de reparação.

INDEX

Mots-clés : esclavage, réparations, États-Unis, universités, Georgetown

Keywords : slavery, reparations, United States, universities, Georgetown

Palabras claves : esclavitud, reparaciones, Estados Unidos, universidades, Georgetown

Palavras-chave : escravidão, reparações, Estados Unidos, universidades, Georgetown

AUTEURS

CLAIRE PARFAIT

professeure d'études nord-américaines émérite, université Sorbonne Paris Nord (Pléiade, UR 7338), France

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

professeure en études nord-américaines, université de Paris (LARCA, UMR 8225), France

MICHAËL ROY

maître de conférences en études nord-américaines, université Paris Nanterre / Institut universitaire de France (CREA, EA 370), France

ADAM ROTHMAN

professeur d'histoire, Georgetown University (History Department) / directeur de la Georgetown Slavery Archive, États-Unis